

Terrorismes et radicalisations à l'ère post-Daech

par Rik COOLSAET*

Résumé

Daech tel qu'on l'a connu, n'existe plus. Son projet de création d'un nouveau califat à cheval sur la Syrie et l'Irak a échoué. L'essoufflement de la mobilisation djihadiste qui s'ensuivait en Europe permet de regarder en arrière, afin de mesurer l'ampleur de ce phénomène et de le mettre en perspective. Comment expliquer un tel engouement pour rejoindre un lointain théâtre de guerre?

Simultanément au déclin du terrorisme djihadiste, une nouvelle forme d'extrémisme a cependant refait surface. Depuis plusieurs années des tentatives d'attentats avec une signature extrême droite se sont multipliées dans un nombre croissant de pays européens. Un terreau fertile est exploité par des groupes, groupuscules et individus qui se présentent en avant-garde de 'leur' communauté en péril – tout comme leurs contreparties djihadistes le font.

Mots-clés: terrorisme, radicalisation, combattants étrangers, Daech, Syrie, djihadisme, extrême-droite

Summary

Daesh as we knew it, no longer exists. Its project to create a new caliphate straddling Syria and Iraq failed. The subsequent slowdown in jihadist mobilization in Europe makes it possible to look back, in order to measure the extent of this phenomenon and put it into perspective. How can we explain the fever that pushed so many young Europeans to join a distant theatre of war?

Concurrently with the decline of the jihadist terrorism, however, a new form of extremism has resurfaced. Over the past few years, right-wing plots and terrorist attacks have multiplied in a growing number of European countries. A conducive environment is exploited by groups and individuals who present themselves as the vanguard of «their» community at risk - exactly as their jihadist counterparts do.

Keywords: terrorism, radicalization, foreign fighters, FTF, ISIS, Daesh, Syria, Jihadism, right-wing extremism

Introduction

Le 'califat' autoproclamé de Daech est tombé. Depuis l'éclatement de la guerre civile en Syrie en 2011-2012 des dizaines de milliers de volontaires étrangers avaient rejoint la zone irako-syrienne, faisant de ce conflit la plus importante mobilisation djihadiste depuis l'émergence du djihadisme dans les années 80. La plupart d'entre eux ont fini par rejoindre les rangs de Daech. Un nombre significatif d'Européens en fait partie, dont 422 personnes venues de Belgique. Ces départs ont été la raison principale pour laquelle le gouvernement belge affirmait dans sa déclaration d'investiture d'octobre 2014 que: «La protection

* Professeur ordinaire émérite à l'Université de Gand (Belgique) et *Senior Associate Fellow* à EGDMONT-Institut Royal des Relations internationales (Bruxelles).

de l'Etat de droit démocratique et la sécurité de nos citoyens constituent une priorité absolue pour le gouvernement. Aujourd'hui, elle se trouve sous la pression de la menace croissante de la radicalisation et du terrorisme.»

Daech tel qu'on l'a connu, n'existe plus. Son projet de création d'un état, un nouveau califat, a échoué. L'essoufflement de la mobilisation djihadiste en Europe permet maintenant de regarder en arrière, afin de mesurer l'ampleur de ce phénomène et de le mettre en perspective. Comment expliquer un tel engouement pour rejoindre un lointain théâtre de guerre? Y-a-t-il une autre explication possible que celle que l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* en donna en novembre 2014: «Un phénomène bizarre»? Les causes qui l'ont provoqué, persistent-elles à ce jour et, dans ce cas, pourraient-elles un jour réanimer cette ferveur? Si la mobilisation djihadiste a perdu de sa verve en Europe, est-ce uniquement en raison de la disparition du califat proclamé par Daech? A-t-on réagi à la hauteur de la menace – ou l'a-t-on au contraire exagéré, par dessein ou involontairement? Y a-t-il d'autres dynamiques de radicalisation en cours qui puissent un jour venir hanter les sociétés européennes?

Essoufflement de la mobilisation djihadiste

Arrivé sur la scène syrienne dès le début de la guerre civile, Daech (ou l'Etat islamique, comme l'organisation préfère s'appeler elle-même) a non seulement réussi à déclasser tous les autres groupes armés opposés au régime de Bashar Al-Assad, mais aussi à attirer vers lui la très grande majorité des volontaires étrangers venus rejoindre la lutte armée contre le régime syrien. En juin 2014, Daech proclame la création d'un califat qui s'étendra sur un territoire d'une superficie égale à la Grande-Bretagne, à cheval sur la Syrie et l'Iraq. Mais depuis 2016, Daech est en perte de vitesse. Ses revers militaires se multiplient, sous l'action (parfois en ordre dispersé) de forces régionales et internationales. Il a subi de lourdes pertes en hommes, matériel, territoire, leaders expérimentés et prestige. Le flux de volontaires étrangers s'est largement tari à mesure de son recul territorial. Le 23 mars 2019, il a finalement perdu sa dernière enclave en Syrie, le long de l'Euphrate, à la frontière avec l'Iraq. Dans la province d'Idlib d'autres groupes, qui lui sont opposés, règnent en maître, djihadistes et autres.

Cela ne signifie pas nécessairement que l'épisode-Daech soit définitivement révolu. L'échec de son projet territorial aura un impact différent selon les régions et les continents, dépendant des conditions locales. En Europe, cet échec se traduit par un essoufflement de la mobilisation djihadiste, au moins temporairement. Ce n'est pas nécessairement le cas ailleurs. En Afrique et en Asie, des groupes locaux et régionaux continuent de se réclamer de Daech – ou d'al-Qaïda, souvent en compétition ouverte et avec des règlements de compte violents. Certains ont le vent en poupe, comme le GSIM (coalition de groupes affiliée à Al-Qaïda) ou l'ISWAP dans la région du lac Tchad (filiale de Daech, anciennement connu sous le nom de Boko Haram). D'autres par contre ont régressé, comme les groupes djihadistes au Yémen, Tunisie, Algérie ou encore la Libye.

Mais c'est surtout dans la zone irako-syrienne que la menace de Daech risque de perdurer. L'instabilité dans la région permet à Daech (et à d'autres groupes djihadistes) de survivre en se transformant en insurrection armée. Des assassinats ciblés en Syrie et en Irak et l'emploi d'engins explosifs improvisés sont devenus sa principale tactique. Selon certaines estimations américaines et onusiennes, le nombre de ses combattants et sympathisants dans les deux pays serait toujours de 14 à 17.000 au début de 2019, dont 3000 étrangers. Quelques dizaines d'étrangers chercheraient encore chaque mois à rejoindre l'organisation. Mais ces chiffres sont à prendre avec beaucoup de circonspection, selon les autorités militaires américaines elles-mêmes (1). Mais cela reste un important réservoir de mobilisation, plus important qu'il ne l'était après la défaite du précurseur de Daech en Irak, en 2007-2008.

La résurrection d'un Daech 2.0 ne peut donc pas être exclue dans la région irako-syrienne. Cela dépendra des circonstances locales: la tâche herculéenne de reconstruction après les combats, le sort des milliers de vétérans de Daech, hommes et femmes, emprisonnés dans la région suite à l'effondrement du califat, les dangers d'une justice revancharde au détriment des sunnites en Irak, le maintien d'un régime autoritaire en Syrie, la marginalisation des sunnites en Irak et en Syrie, la méfiance entre communautés, le rôle des dizaines de milices shiites pro-iraniennes en Irak sont autant de facteurs qui détermineront l'avenir du djihadisme en Syrie et en Irak.

Fin de Daech, fin du djihadisme?

Si la fin du califat ne signifie donc pas nécessairement la fin de l'organisation dans la région, elle signifie encore moins la fin du djihadisme. Cette mouvance trouve son origine dans la guerre des années 80 contre l'Armée Rouge en Afghanistan et résulte d'une confluence d'un contexte global et de conditions locales favorables.

Le djihadisme a souvent été comparé, à tort, au nazisme et au communisme. Ces derniers étaient des projets expansionnistes d'Etats puissants qui représentaient une menace existentielle pour leurs voisins et pour l'ordre mondial lui-même précisément à cause de leur puissance économique et militaire. Le djihadisme est d'un autre ordre. Il n'est porté par aucun état puissant et ressemble davantage aux manifestations antérieures de campagnes terroristes transnationales non-étatiques. A l'ère moderne, celles-ci sont apparues à intervalles irréguliers: le terrorisme anarchiste, une vague séparatiste-fasciste dans les années 1920 et 1930 (progressivement absorbée par le fascisme italien et le nazisme allemand), le terrorisme d'extrême-gauche, et enfin la vague djihadiste.

En dépit de leurs discours très différents, ces mouvements terroristes révolutionnaires transnationaux ont émergé de terreaux comparables et partagent des objectifs similaires. Sans ce terreau ces discours révolutionnaires seraient restés sans suite. Le terreau favorable à leur éclosion était à chaque fois consti-

tué d'un réel malaise social, issu de la marginalisation (réelle ou perçue) et des privations de tous genres d'une partie plus ou moins significative de la société, confrontée à des pouvoirs en place jugés responsables de cette situation d'injustice, voire d'oppression. Tous poursuivaient un programme non-négociable dans leur tentative de renverser ces puissances en place et de provoquer un changement politique et social radical, tant au niveau national que mondial. Tous se sont autoproclamés avant-gardes des opprimés et des marginalisés. Jugeant la marche de l'histoire trop lente, ils proclamaient que la violence révolutionnaire était le seul véritable moteur susceptible de venir à bout de ces situations d'oppression. Tous développèrent un narratif universel (ou une idéologie, si l'on préfère) qui démontrait que le changement était proche et que leur «propagande par l'acte» – des attaques terroristes – allumerait l'étincelle parmi les masses, après quoi celles-ci s'élèveraient contre leurs oppresseurs.

Le djihadisme naît il y a près de trois décennies, au lendemain de la guerre en Afghanistan, au cours de laquelle quelque 25000 volontaires étrangers (dont 1500 Européens) étaient venus en aide aux *moudjahidines* afghans dans leur guerre contre l'armée soviétique. Leur victoire sur la superpuissance soviétique et le renversement simultané du Shah d'Iran, allié à l'autre superpuissance, étaient de puissants signes précurseurs, aux yeux de certains de leurs protagonistes, tels que le saoudien Oussama bin Laden et son mentor palestinien Abdallah Azzam, que non seulement l'ère des superpuissances américaine et russe touchait à sa fin, mais que la renaissance de l'Islam était maintenant à portée de main grâce à la lutte armée.

Dans un premier temps, les vétérans de la guerre afghane tentèrent d'exporter leur combat dans leurs pays d'origine, en particulier au Maghreb et au Machrek, exploitant des conditions locales de malaise social, de marginalisation et d'exclusion. Mais l'échec de ces tentatives locales de prise de pouvoir – parfois très sanglantes, comme en Algérie – a ensuite conduit les leaders djihadistes dès 1996 à prendre comme cible principale «l'ennemi lointain», les Etats-Unis et l'Occident en général, considérés comme le véritable bouclier et protecteur des régimes «impies».

Dans les années 2000, le djihadisme a réussi à s'imposer comme le véritable paradigme révolutionnaire de notre époque. C'était le seul discours mobilisateur et révolutionnaire capable d'amener des groupes et des individus à radicalement défier les puissances en place par une violence révolutionnaire. Ce discours de résistance offrait un narratif universel, panislamiste, à une multitude de conflits, rébellions et insurrections qui, jusqu'alors, avaient poursuivi un programme largement local. Pour Olivier Roy, al-Qaïda a réussi à islamiser le traditionnel anti-impérialisme de la gauche (2). Il a forgé une perspective commune de révolte contre les puissances en place, tant nationales qu'internationales. L'Oummah comme communauté des croyants idéalisée est une nouvelle incarnation des «lendemains qui chantent» des révolutionnaires de jadis. Le djihadisme parle aux exclus et aux marginalisés comme le faisait avant le marxisme. Comme ses prédécesseurs il proclame la lutte armée comme le véritable moteur de l'histoire. Tout comme les leaders des campagnes terroristes

révolutionnaires précédentes, ils se voient en agents de l'histoire en marche et du changement révolutionnaire.

Le discours djihadiste a indéniablement résonné auprès de groupes locaux très variés, qui voyaient ainsi leur combat local renforcé et soutenu par ce narratif universel de résistance. Mais en réagissant à tous ces combats locaux comme des émanations d'une puissante organisation djihadiste internationale, la réponse occidentale a involontairement fait le jeu des leaders djihadistes, comme le reconnaissait l'ancien ministre britannique des Affaires étrangères, David Miliband:

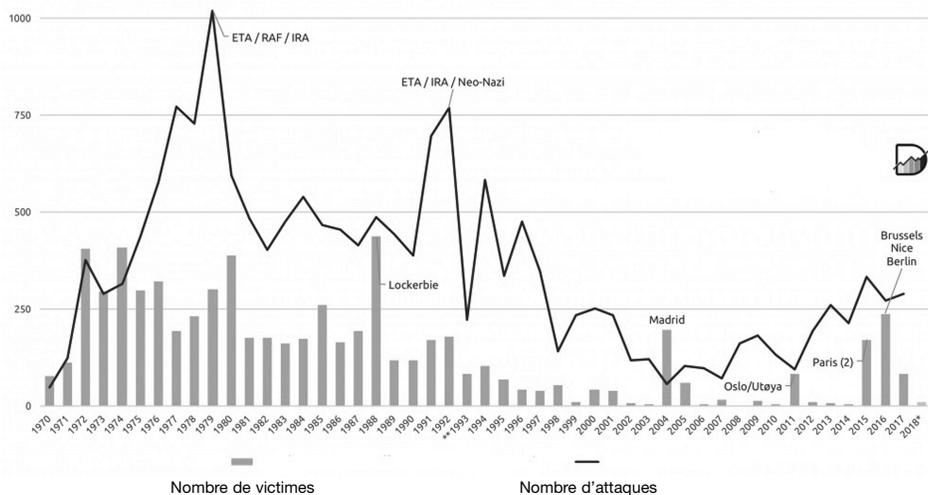
«L'idée d'une 'guerre contre le terrorisme' donnait l'impression d'un ennemi unifié et transnational, incarné par la figure d'Oussama bin Laden et d'al-Qaïda. En réalité, les motivations et les identités des groupes terroristes sont disparates... Ils sont aussi divers que les mouvements européens des années 1970 de l'IRA, Baader-Meinhof et l'ETA. Tous ont eu recours au terrorisme et parfois ils se soutenaient mutuellement, mais leurs causes n'étaient pas unifiées et leur coopération était opportuniste. C'est ainsi aujourd'hui. Plus nous mettons dans le même sac les groupes terroristes et traçons les lignes de bataille comme une simple lutte binaire entre modérés et extrémistes, ou entre le bien et le mal, plus nous faisons le jeu de ceux qui cherchent à unifier des groupes ayant peu en commun.» (3)

Contrairement aux espérances des leaders et des militants d'al-Qaïda, le djihadisme n'a pas été une déferlante massive et irrésistible. Malgré leur discours révolutionnaire et leurs ambitions de renverser des régimes en place, ils sont restés des groupes extrémistes minoritaires. Leurs actions brutales violentes n'ont pas rencontrés le soutien massif et soutenu qu'ils avaient imaginé. Là où ils étaient implantés leurs succès et leurs défaites se sont altérés au gré des conditions locales.

Dynamiques terroristes, dynamiques djihadistes

Le déclin de la capacité de mobilisation de Daech n'a ainsi pas de quoi surprendre. Comme les vagues terroristes antérieures, le djihadisme est lui aussi un phénomène dynamique avec des phases d'ascension et une forte probabilité d'incidents terroristes, suivi de phases de déclin où le danger d'attentats s'atténue, sans toutefois entièrement disparaître.

Depuis le 19^{ième} siècle, plusieurs vagues terroristes transnationales se sont succédées: le terrorisme anarchiste de la deuxième moitié du 19^{ième} siècle fut succédé par une vague séparatiste-fasciste pendant l'entre-deux-guerres. A partir des années 1960 une nouvelle vague terroriste, d'extrême-gauche celle-ci, émergeait. Celle-ci a disparu dans la première moitié des années 1980, pour reprendre sous sa forme djihadiste vers la fin de cette décennie. A chaque fois,



Source: Datagraver.com (années 1993 et 2018 incomplètes)

Figure 1: Le terrorisme en Europe occidentale, 1970-2018

l'essoufflement d'une vague terroriste était essentiellement dû à la disparition du terreau original qui avait permis son éclosion (4).

Mais ces vagues terroristes successives présentent elles-mêmes des dynamiques internes, comme l'illustre la figure 1 pour la période à partir de 1970.

Une première constatation s'impose: malgré des attentats spectaculaires et meurtriers, l'ampleur et l'intensité du terrorisme djihadiste en Europe est restée en deçà de la vague terroriste précédente. Mais dans le vécu de l'opinion publique et pour les gouvernements européens sa menace semblait bien plus significative, voir existentielle. Cette dramatisation de la menace djihadiste est la conséquence de son rapprochement avec des questions sociales ardues, tels que migration, multiculturalisme, intégration, la place de la religion dans la sphère publique. L'action violente de groupuscules extrémistes a ainsi été confondue avec une apparente radicalisation des communautés musulmanes en Europe.

Tout comme les vagues terroristes précédentes, à l'intérieur de la vague djihadiste des phases ascendantes et descendantes se sont succédées au rythme d'évènements spécifiques. En plus, entre pays européens des différences significatives existent quant à l'ampleur de la mobilisation djihadistes. Mais le fait qu'elle ait pu se reconstituer et à se réinventer à chaque fois, est dû à la persistance de son terreau fertile et des conditions locales favorables.

À l'origine, le djihadisme était incarné par al-Qaïda, une organisation qui avait elle-même des hauts et des bas. Considérés à juste titre comme son apogée, les attentats du 11 septembre 2001 ont plongé l'organisation dans le désarroi, suite à son départ forcé d'Afghanistan, la perte de ses camps d'entraînement, l'érosion et le démantèlement progressif des réseaux afghans, mais également des discus-

sions internes quant au choix même de s'attaquer à l'ennemi lointain (5). Ainsi, l'organisation, autrefois très disciplinée et hiérarchique, s'est fragmentée en une nébuleuse de franchises, de groupes terroristes locaux et de djihadistes indépendants, chacun choisissant sa voie sans commandement central. Avec le recul, cette fragmentation est perçue par certains observateurs comme une stratégie délibérée développée à partir de 2004 par un stratège djihadiste de la première heure, Abu Musab al-Suri (6). Quelle que soit la validité de cette thèse, il n'en demeure pas moins qu'al-Qaïda n'a plus été capable d'organiser les attaques transnationales spectaculaires qui ont fait sa réputation. Son centre de gravité opérationnel s'est effectivement déplacé vers ses filiales, avec des fortunes variables.

Mais en 2003 l'invasion américaine de l'Irak a ravivé la dynamique djihadiste en déclin. Cette invasion offrait une nouvelle opportunité de mobilisation djihadiste. Irak devenait à son tour le nouveau épice de l'activité terroriste mondiale et l'organisation al-Qaïda en Irak, dirigée par Abou Moussab al-Zarqoui son principal héraut. En dépit de leur appellation commune, l'al-Qaïda de Bin Laden s'est vite retrouvée périphérique dans le théâtre irakien. Après quelques années, le mouvement d'al-Zarqoui s'est à son tour essoufflé à la suite des efforts combinés de l'armée américaine et, surtout, des tribus sunnites irakiennes que la brutalité totale de al-Zarqoui avait fini par aliéner.

Essoufflement, puis renaissance. Le mouvement djihadiste a été à nouveau redynamisé à la faveur de la guerre civile en Syrie et la marginalisation de la minorité sunnite par le gouvernement irakien de Nouri al-Maliki. Cet environnement local et régional favorable a transformé la Syrie en opportunité pour une nouvelle mobilisation djihadiste. Daech, le groupe successeur d'al-Qaïda en Irak de Zarqoui, est rapidement devenu le premier des groupes djihadistes dans le monde, surpassant al-Qaïda à tous points de vue.

Ces différentes mobilisations djihadistes successives ont attiré un nombre significatif d'étrangers, mais variable selon les conditions locales et la force d'attraction de chaque phase (figure 2).

Mobilisation	Nombre de volontaires étrangers	Nombre d'Européens	Personnes en provenance de la Belgique
Afghanistan (1979-)	25.000	1500	20
Bosnie (années 1990)	5000	500	10-15
Irak (2003-)	5000	100	10-15
Syrie-Irak (2011-)	40.000	5300	508*

Source: T. Renard, R. Coolsaet, Returnees – Who are they, why are they (not) coming back and how should we deal with them? Egmont Paper 101, février 2018 (chiffres actualisés)

* Départs et tentatives de départ avortées

Figure 2: Mobilisations djihadistes successives (Chiffres approximatifs)

Mais quelle a été exactement la clé du succès de Daech qui lui a permis de surenchérir sur al-Qaïda et d'attirer tant de personnes aux motivations très différentes et venant d'endroits très différents dans le monde?

Les causes du succès de Daech

Jamais depuis la révolution bolchévique et la guerre civile en Espagne autant de volontaires européens n'avaient rejoint un théâtre de guerre à l'étranger que depuis le début de la guerre civile en Syrie. Parmi les pays de l'Union européenne, la Belgique détient le record peu enviable d'avoir vu partir le plus grand nombre de personnes proportionnellement à sa population. Trois quarts ont fini par rejoindre Daech. Comment expliquer cet engouement?

Dans le but de comprendre pourquoi des personnes choisissent de rejoindre des groupes terroristes et de participer à des attaques dont seront victimes des innocents, le concept de 'radicalisation' fut introduit à partir de 2004, à la suite des attentats meurtriers à Madrid. À l'origine les promoteurs de ce nouveau concept espéraient pouvoir identifier les étapes successives par lesquelles un individu devient un terroriste. Cette 'boîte noire' élucidée, il aurait été possible de développer des stratégies d'intervention afin de devancer ce 'processus de radicalisation'. Mais le concept s'est avéré beaucoup moins pertinent que ses promoteurs ne l'avaient espéré. Non seulement les trajectoires individuelles se sont avérées extrêmement variées, rendant les généralisations très hasardeuses. En plus, malgré la multitude d'études consacrées au phénomène, aucun consensus ne s'est dégagé quant aux moteurs de la radicalisation: faut-il se concentrer sur l'individu et ses caractéristiques psycho-sociales, sur son milieu quotidien, sur son idéologie, sur le contexte social ou encore sur des politiques mondiales (7).

Surtout, le concept de radicalisation ne permet pas d'expliquer les dynamiques terroristes, cette succession de différentes vagues djihadistes ni leurs phases d'ascension et de déclin. Comme concept, la radicalisation n'est pas en mesure de répondre à la question du pourquoi du succès de Daech. Pour cela un autre modèle explicatif est nécessaire, qui combine les recherches contemporaines sur la radicalisation avec les études classiques des années 70 et 80 sur le terrorisme.

Comme toute vague terroriste dans le passé, la vague djihadiste est le résultat d'une interaction entre un terrain fertile, une offre ou opportunité crédible, un discours mobilisateur et des réseaux ou modules de mobilisation (figure 3).

Ce modèle permet non seulement de mieux comprendre la mobilisation djihadiste, mais il peut également aider à élucider les raisons qui ont permis à Daech de ratisser large parmi de jeunes européens.

En 2015, le juge d'instruction français Marc Trévidic signalait que «(L)a religion n'est pas le moteur de ce mouvement et c'est ce qui fait sa force». Il avait constaté que «ceux qui partent faire le jihad agissent à 90 % pour des motifs personnels: pour en découdre, pour l'aventure, pour se venger, parce qu'ils ne trouvent pas leur place dans la société,... Et à 10 % seulement pour des convictions religieuses: l'islam radical.» (8) Europol a fait le même constat après les



Figure 3: L'émergence du terrorisme

attentats en France en 2015: comme moteur de mobilisation djihadiste, la religion est devenue de moins en moins importante (9). Contrairement à la génération-al-Qaïda, la génération Daech le plus souvent n'a retiré de l'islam que quelques concepts et slogans à l'emporte-pièce, suffisant pour donner un sens et un semblant de justification à leur démarche. Ce fut aussi la conclusion de Pierre Hendrickx, président du tribunal correctionnel à Bruxelles, lors du jugement de la cellule terroriste de Verviers (responsable d'un attentat avorté en janvier 2015). Hormis deux d'entre eux, aucun des protagonistes ne disposait d'une connaissance solide de l'islam ou même d'une pratique religieuse régulière. Leur comportement allait à l'encontre des «préceptes de l'islam partagés et respectés par l'immense majorité des musulmans. (...) Leurs mobiles prétendument religieux apparaissent donc comme de purs prétextes pour se livrer à des actes violents sous le glacié auto-justifiant d'une religiosité très superficielle.» (10)

La guerre civile en Syrie d'abord et Daech ensuite ont réussi à attirer des personnes à motivations fort différentes. Cette observation de Marc Trévidic se voit confirmée par les données dont disposent les services de sécurité belges et par les témoignages des familles et proches des partants. Certains d'entre eux avaient connu une vie antérieure de petite délinquance, de trafic de drogue et d'autres formes de délinquance et violence juvéniles. En Belgique, plus de la moitié des volontaires étaient connus de la police. D'autres par contre avaient un casier judiciaire vierge. Certains cherchaient l'aventure, d'autres étaient inspirés par un réel sentiment humanitaire et altruiste. D'autres encore avaient l'impression que quelque chose de crucial leur manquait. Ils semblaient confrontés à des difficultés personnelles de diverses sortes. Il y avait des adolescents solitaires, souvent (mais probablement moins que l'on pense) en rupture avec leur famille et leurs amis, en quête d'appartenance. Certains partaient tout simplement parce que leurs amis partaient. D'autres encore indiquaient un désir de quitter ce *dunya* (11), d'être «quelqu'un», d'être accepté, de faire quelque chose «d'utile». Ils étaient à la recherche de héros – et, pourquoi pas, en devenir un eux-mêmes. Ils aspiraient à un mode de vie alternatif. Et tous voulaient croire en «quelque chose».

Le dénominateur commun et donc le terreau favorable pour la mobilisation djihadiste à l'occasion de la guerre civile en Syrie est le sentiment de non-appartenance et le manque de perspectives, tant réelles que perçues. L'absence de perspectives d'avenir n'est pas simplement une question d'échec dans la recherche d'un emploi ou de discrimination – bien qu'il ne faille pas sous-estimer l'impact de la précarité socio-économique sur le groupe des jeunes européens qui sont partis pour le Levant. Certains ont connu une vie de rêves brisés et de dures expériences quotidiennes d'être considérés comme des citoyens de seconde classe dans leur propre pays. En France, en Belgique et aux Pays-Bas, pour une très large majorité les partants étaient peu qualifiés et souvent sans emploi au moment de leur départ. Le fonctionnaire déradicalisation de la ville de Malines en Belgique, Alexander Van Leuven, insiste sur le fait que des discriminations structurelles auxquelles doivent faire face certaines minorités ethnoculturelles dans les pays européens, contribuent à nourrir la conviction chez des jeunes que «jamais ils ne seront acceptés dans la société». Ces frustrations dans le développement d'identité, c'est à dire le sentiment de ne pas pouvoir être soi-même, étaient présentes dans tous les cas de radicalisation signalés dans sa ville (12).

Le sentiment de se retrouver piégé constitue une caractéristique largement partagée par la génération Daech. Latifa Ibn Ziaten, la mère d'un des soldats tués par Mohammed Merah en 2012, a décrit le «sentiment d'abandon» qu'elle rencontrait chez beaucoup de jeunes des cités françaises (13). Une cartographie de Molenbeek, la municipalité du nord-ouest de Bruxelles qui a vu partir une cinquantaine de ses habitants (pour la plupart des jeunes) vers la Syrie, contenait un témoignage similaire d'un Molenbeekois interviewé: «Personne ne se souciait [des nombreux problèmes] de Molenbeek – c'est donc un bon endroit pour que la radicalisation se développe» (14).

Mais pourquoi et comment cette subculture d'absence de perspectives a pu être capté par des groupes armés en Syrie et tout particulièrement par Daech? Le flux massif de volontaires vers la Syrie est antérieur à la proclamation du califat par Daech en juin 2014. Leurs motivations pour rejoindre la Syrie sont d'ailleurs comparables à celles de leurs prédécesseurs partis pour l'Irak après 2003. Mobilisés principalement à travers des liens de parenté et d'amitié, et non par une motivation religieuse commune, ces motivations sont variées et personnelles, comme l'indiquait Mar Trévidic: vulnérabilités de toutes sortes, frustrations, une perception d'injustice et la volonté de venir en aide à une population en péril et, plus cyniquement, le sentiment qu'en se rendant en Syrie, ils n'ont rien à perdre et tout à gagner. Des combattants britanniques ont un jour décrit leur engagement en Syrie comme un «dijihad cinq étoiles» (15). Jusqu'à l'intervention internationale qui a suivi la décapitation du photographe américain Jim Foley en août 2014, la Syrie était en effet un théâtre relativement sûr, comparé à d'autres théâtres djihadistes (16).

Daech, une organisation à la fois terroriste et insurrectionnelle, a fini par attirer la très grande majorité des volontaires étrangers. En cannibalisant des territoires libérés par d'autres groupes rebelles tout en évitant les combats avec l'armée syrienne et en adoptant les mêmes tactiques ultraviolentes d'al-Zarqaoui (y compris à l'encontre d'autres groupes djihadistes), il a progressivement étendu les zones sous son contrôle avec l'ambition d'établir un proto-état. Grâce à son territoire en expansion constante Daech est rapidement devenu le plus riche et le mieux équipé de tous les groupes djihadistes de la région, mais aussi le plus vicieux, siphonnant les combattants d'autres groupes djihadistes.

D'une manière crédible l'organisation pouvait ainsi proposer un catalogue virtuel de réponses instantanées à cette multitude de motivations personnelles, de frustrations et d'attentes. Son territoire offrait l'opportunité idéale et idéalisée de les combler toutes et tout de suite. Les candidats n'avaient plus qu'à le rejoindre, en Syrie ou sur internet.

Le catalogue offrait aux membres des gangs de rue un statut, une fraternité, des frissons, de l'aventure, du respect et un exutoire à leur colère dont ils ne pouvaient que rêver dans les rues de leur pays d'origine. Daech leur a offert une occasion unique de se joindre à un supergang, à l'héroïsme et au martyre s'ils le voulaient. Il leur donnait le pouvoir sur les autres, l'espoir d'une vengeance, et même une licence pour la cruauté au nom d'un but supérieur. «Pourquoi être un perdant quand on peut être un martyr?» martelait Daech il y a quelques années sur les réseaux sociaux.

Mais l'attrait de Daech s'étendait au-delà de ceux qui voulaient en découdre. Il offrait une nouvelle vie à ceux qui étaient à la recherche d'appartenance et de sens de la vie, qu'ils soient adolescents ou jeunes adultes. Daech signalait un nouveau départ dans la vie, une prise en main de sa propre vie, la fierté, un avenir, des perspectives, une camaraderie chaleureuse et un sentiment d'être enfin accepté comme ils le souhaitaient. Non négligeable pour certains, Daech a également offert des récompenses matérielles: un salaire et une villa avec piscine. Et une épouse. Ou des esclaves.

L'État autoproclamé n'était pas seulement une nation guerrière. Il avait aussi besoin de «personnes lambda», non portées sur la violence: médecins et infirmières, fonctionnaires et ingénieurs, mères et enseignants. Daech s'est donné beaucoup de mal pour projeter une nouvelle utopie de paix et d'harmonie avec des règles simples et directes, un nouveau califat juste vers lequel les musulmans du monde entier pourraient migrer – une nouvelle *hijra* (hégire, en référence à l'émigration des premiers musulmans de La Mecque à Médine en 622 sous la conduite du Prophète), séduisante pour tous les musulmans qui se sentent des *ghuraba*, des étrangers dans leur propre pays.

Dès qu'ils ont rejoint Daech et quelles que soient leurs motivations originales, les dynamiques de groupe font que les volontaires se socialisent inexorablement dans les visions apocalyptiques et ultra-violentes de l'organisation. D'un endroit où seule la loi du plus fort prévaut, personne ne revient indemne, et certainement pas un ou une adolescent(e) ou jeune adulte.

Sans terreau fertile le discours de Daech serait resté sans écho. En soi, toute idéologie est stérile. Elle ne résonnera que quand elle répond à un besoin. Tout comme al-Qaïda le discours de Daech parle aux exclus et aux marginalisés comme aucun autre discours ou idéologie ne sont en mesure de le faire. Mais le message de Daech était d'autant plus convaincant que l'organisation pouvait se targuer de réaliser enfin le projet des djihadistes de la première heure: par la création d'un califat en expansion constante, la renaissance de l'Islam semblait à portée de main et l'étendard vert de l'Islam flotterait sur le monde entier. L'effort individuel n'était pas seulement une obligation de tout musulman, selon le discours djihadiste, il aurait également un impact réel, assurait-il. Ce discours a englobé la multitude des motivations individuelles dans un narratif collectif qui mettra fortement l'accent sur le dépassement de soi, l'héroïsme, la victoire et la revanche apocalyptique. Des vidéos spectaculaires directement inspirées des jeux vidéo américaines mettaient en scène des guerriers invincibles. Comparé à al-Qaïda, Daech parvenait beaucoup mieux à parler aux jeunes. Al-Qaïda se présentait comme une avant-garde élitiste, Daech se voulait un large mouvement ou tout un chacun pouvait retrouver une place et pourrait apporter sa contribution (17).

Un terreau favorable ne se transforme pas mécaniquement en vague terroriste. Une avant-garde autoproclamée et un discours mobilisateur ne mobilisent pas automatiquement. On ne devient pas un terroriste simplement en regardant des messages sur les médias sociaux ou des vidéos héroïques, même pas à longueur de journée. Tout cela est nécessaire pour qu'une vague terroriste puisse se matérialiser, mais il manque encore un maillon crucial. Une mobilisation djihadiste se fait quasi toujours à travers un groupe. On devient djihadiste par et à travers d'un groupe d'amis ou de connaissances et on part en groupe vers sa destination djihadiste. Des vrais «loups solitaires» existent, mais sont extrêmement rares et une socialisation dans le djihadisme et un passage à l'acte par le seul intermédiaire des médias sociaux et d'internet se produit peu.

Ancien de la CIA devenu chercheur Marc Sageman a spécifiquement identifié les liens de parenté et d'amitié comme des éléments clés du processus de mobilisation. De tels liens précèdent souvent l'engagement idéologique à la

cause du djihad (18). Des études plus anciennes sur la scène néo-nazie en Europe avaient déjà révélé cette même séquence. Les attentats de Paris en novembre 2015 et à Bruxelles en mars 2016 ont, à leur tour, indiqué comment de tels réseaux ou modules composés de personnes qui souvent se connaissent de longue date et vivent tous le même quartier, identifient leur vécu quotidien avec le discours de résistance djihadiste et baignent ainsi dans une subculture qui les socialise davantage dans le djihadisme en affermant leurs convictions. Ils forment ainsi les chevilles ouvrières essentielles de socialisation dans et de mobilisation pour la cause djihadiste (19).

L'après-Daech, défis et opportunités

Le succès de Daech était intimement lié à l'existence et l'expansion de son califat territorial, à son aura d'invincibilité et au sentiment de victoire imminente. Quand le projet de création d'un état a échoué, la capacité de mobilisation de Daech s'en retrouve fortement atteinte en conséquence.

A partir de 2016 peu d'Européens sont encore partis rejoindre Daech. En vagues successives un tiers d'entre eux est revenu. Contrairement à une crainte compréhensible et persistante, tous les revenants ne sont pas des bombes à retardement, prêts à se faire exploser et à poursuivre le combat de Daech en Europe. Certains sont revenus désabusés et d'autres traumatisés. Une étude récente de l'Organe belge de coordination pour l'analyse de la menace (OCAM) a révélé que trois quarts des revenants vivants en liberté sur le sol belge ne représentent pas une menace terroriste grave. Dans le cas des femmes, ce chiffre atteint même les 90 % (20). Ces personnes ne sont pas nécessairement déradicalisées, mais se sont désengagées par rapport à la violence terroriste.

Le plus grand défi reste la persistance de bon nombre des conditions locales qui avaient permis le succès de Daech dans des endroits très différents à travers le monde, y compris en Europe. Le sentiment tenace chez les jeunes nés et grandis en Europe d'être considérés comme des citoyens de seconde zone reste très présent à ce jour. «Nous resterons toujours la 'troisième' ou la 'quatrième' génération. Des Belgo-marocains. Quand est-ce que ça s'arrête? Serons-nous un jour simplement des belges?» (21). Des signes de découragement persistent parmi certains jeunes et leurs familles quant à leur avenir; le repli sur soi dans un environnement où ils se sentent en sécurité, existe et est fort compréhensible; et des signes de comportements déviants chez certains très jeunes se perpétuent. Un responsable prévention à Bruxelles renchérit: «Nous observons à nouveau les mêmes symptômes chez les 13-14 ans que chez ceux qui ont fini par devenir les kamikazes de Bruxelles et de Paris. En cinq ans, ces symptômes risquent de remonter à la surface si rien n'est fait. Certains de ces jeunes sont difficiles à atteindre, même pour les travailleurs sociaux de première ligne.» (22)

En Europe, ceci fut un élément important de la subculture que Daech avait réussi à mobiliser. L'affaiblissement généralisé de Daech depuis 2016 et l'ef-

fondrement de son califat territorial offrent un répit pour s'attaquer à cet environnement social. Une occasion similaire s'était présentée dans la deuxième moitié des années 2000, quand la mobilisation djihadiste issue de l'invasion de l'Irak s'était essouffée à son tour. Cette fois-là, l'opportunité ne fut pas saisie (23). Si aujourd'hui les autorités et les sociétés européennes ne parviennent pas à saisir le répit présent, une autre offre djihadiste dans un avenir plus ou moins proche pourrait entraîner la mobilisation parmi les jeunes européens d'une nouvelle génération de volontaires.

A l'ère post-Daech d'autres défis attendent les autorités et les sociétés européennes. La capacité opérationnelle de Daech d'initier des attaques complexes et des projets d'attentats téléguidés en Europe a diminué à mesure que son territoire s'est rétréci. La même chose était d'ailleurs arrivée à al-Qaïda après sa déroute en Afghanistan. Mais numériquement la génération-Daech est bien supérieure aux générations djihadistes précédentes. D'où le risque que des projets d'attentats «au nom de Daech» soient encore entrepris dans les années à venir et ceci par toutes sortes de personnes: des vétérans en quête de vengeance ou animés par l'ambition de continuer leur combat, des loups solitaires, des désespérés ou des personnes cherchant leur court moment de gloire, des délinquants à la recherche de justification et des personnes souffrant de troubles mentaux. L'Europe a en effet été témoin de tels projets pendant les années 2017 en 2018 (le plus souvent avec des moyens rudimentaires et avec des degrés différents de préparation). Actuellement, ce ne sont pas les 'revenants', mais des personnes qui n'ont jamais rejoint le front du Levant et qui ne disposent pas de contacts directs avec une organisation terroriste qui représentent le principal risque sécuritaire en Europe, selon Paul Van Tigchelt, directeur de l'Organe belge de coordination pour l'analyse de la menace (OCAM), qui précise leur profil: «Ces personnes ont des problèmes psychologiques ou autres et se laissent facilement influencer par la propagande – pas seulement djihadiste. Dans de nombreux pays, on voit que ces personnes sont aussi récupérées par l'idéologie d'extrême droite.» (24)

Les prisons présentent un autre défi aux autorités en Europe. Jamais autant de personnes condamnées pour faits de terrorisme ne se sont retrouvées derrière les barreaux, qu'il s'agisse de revenants ou de personnes condamnées pour faits terroristes. Ils ne représentent cependant qu'une fraction marginale de l'ensemble de la population carcérale (moins de 5 % en Belgique, 2 % en France). Mais les prisons représentent depuis toujours un environnement propice à la socialisation dans de nouveaux réseaux, criminels et autres, vu la situation vulnérable des personnes incarcérées. Des projets d'attentats ont été fomentés par des personnes qui s'étaient connues en prison. Pour cette raison, nombre de pays européens ont développé des programmes de déradicalisation ou de désengagement spécifiquement destinés à ce groupe de prisonniers. De nouveau, ce ne sont pas tous les revenants ou les prisonniers condamnés pour faits de terrorisme qui présentent un danger à leur sortie de prison. Mais quelques-uns le sont indéniablement et nécessiteront un suivi plus ou moins long.

Mais l'ère post-Daech présente également des développements positifs qui sont souvent négligés en raison de l'importance accordée aux aspects négatifs.

Une première observation est tout simplement que le djihadisme reste le phénomène en marge de la société qu'il a toujours été en Europe. Un réseau comme celui qui était responsable pour les attentats de Paris et de Bruxelles a toujours évolué en marge de la vie locale et des organisations musulmanes. La cartographie sociale de la commune de Molenbeek mentionnée précédemment a entre autre révélé que, contrairement à sa réputation sulfureuse, il n'y existe aucun soutien significatif pour l'extrémisme. Il est important de continuer à le souligner, vu l'argument souvent entendu que les djihadistes ne sont que la partie émergée de l'iceberg que représenteraient des communautés musulmanes en rapide radicalisation.

Les scénarios catastrophes envisagés ne se sont pas réalisés. C'est un autre fait positif. Depuis 2016, le retour massif des combattants étrangers vers leur pays d'origine avec l'intention d'y poursuivre le combat, ne s'est pas matérialisé. Le déplacement du QG de Daech ou le transfert massif de ses militants vers d'autres zones de combat djihadiste n'est pas devenu réalité à ce jour. Les flux de réfugiés en provenance du Moyen-Orient à partir de 2015 n'ont pas été systématiquement utilisés pour y introduire des djihadistes avec des projets d'attentats. Daech n'a pas réussi à maintenir son prestige et sa capacité de mobilisation par des actions d'éclat répétées en dehors de la zone irako-syrienne.

Même si l'effet n'est pas immédiat, la disparition du califat territorial dévaluera inévitablement le label 'Daech', d'autant plus que sa présence médiatique s'est réduite considérablement. Le «califat virtuel» et l'impact de la propagande de Daech se sont avérés moins importants que l'on aurait pu le craindre. C'est d'ailleurs un des critères qui ont amené la Belgique à baisser le niveau de la menace à 2 (sur une échelle de 4) en janvier 2018. Malgré le nombre toujours significatif d'appels sur la toile à attaquer des cibles en Europe lancés par Daech et ses sympathisants, le nombre de personnes qui passent réellement à l'acte est infiniment réduit. En Belgique, le nombre de nouveaux dossiers judiciaires concernant le terrorisme est redescendu au niveau de 2014 (25). En France, le nombre de contenus à caractère terroriste repérés et signalés par la police a décliné significativement entre mars 2018 et février 2019 (26).

Finalement, depuis l'avènement du djihadisme, jamais les autorités politiques, les médias et la société civile n'ont autant insisté sur la nécessité de résister à la polarisation sociale. Des dizaines d'années de polarisation autour des minorités ethnoculturelles et de la place de l'Islam en Europe, n'ont fait que renforcer le narratif djihadiste selon lequel la place des musulmans n'est pas en Europe et qu'ils n'y seront jamais acceptés. Au début, seulement quelques pays européens, comme les Pays-Bas et la Danemark, ont souscrit à l'idée que la lutte contre le djihadisme devait aussi passer par des efforts afin de réduire cette polarisation. D'autres pays – mais certainement pas tous les pays européens – les ont rejoint depuis.

En Belgique, des initiatives pour combattre la polarisation font maintenant partie intégrante des politiques dites de déradicalisation, tant des autorités nationales, que régionales et locales. Mais tout aussi important est le nombre croissant d'initiatives émanant de la société civile, des mères de combattants étrangers aux groupes religieux et de quartier, en passant par des jeunes activistes, cherchant à combler le fossé qui sépare communautés et personnes au niveau local. Là encore, la cartographie de Molenbeek offre un bon exemple. Les habitants eux-mêmes reconnaissent les difficultés qu'ont les différents groupes de population molenbeekoise à se comprendre et à aborder des sujets difficiles tels que la discrimination, la radicalisation et la religion. Lorsqu'on leur demande des solutions, ils insistent précisément sur la nécessité d'améliorer le dialogue et l'acceptation de la diversité au niveau local.

La polarisation n'est qu'un aspect qui rend le terrain favorable à la mobilisation djihadiste. L'exclusion sociale – le sentiment d'être considéré comme citoyens de seconde classe – en est un autre. Celui-ci est plus difficile à combattre. Bien que la situation ne soit pas la même parmi les pays européens, des mécanismes d'exclusion de minorités sont structurellement ancrés dans le marché de l'emploi, le marché immobilier ou encore l'enseignement. Les frustrations qui en découlent nourrissent la crise de confiance entre les personnes qui les subissent et la société et contribuent ainsi à faciliter la mobilisation des modules djihadistes locales. Tant que les facteurs sur lesquels émergent le sentiment d'exclusion n'auront pas été résolus, une nouvelle mobilisation djihadiste reste possible dès le moment où une nouvelle offre djihadiste se présente.

La réémergence de l'extrémisme d'ultra-droite

15 mars 2019. Double attentat contre deux mosquées à Christchurch, Nouvelle-Zélande, 50 victimes et autant de blessés. Avant de passer à l'acte, l'auteur de la tuerie avait posté un manifeste sur Twitter ayant pour titre *Le Grand Remplacement*. Le document offrait une vision apocalyptique d'un «génocide blanc» perpétré par des «envahisseurs» non-blancs et musulmans: «La crise de l'immigration de masse et la fécondité des remplaçants est une attaque contre le peuple européen qui, si elle n'est pas combattue, aboutira au final au remplacement racial et culturel complet du peuple européen». L'ambition principale de son auteur était limpide: «créer un effet d'entraînement et, donc, provoquer la guerre civile» (27).

Aussi bizarre que puisse être son raisonnement et malgré le fait qu'il ait agi en solo, l'auteur du double attentat faisait partie d'une mouvance extrémiste de droite plus large, que des services de renseignement de plusieurs pays européens ont commencé à signaler à partir de 2015, mettant en garde contre son caractère potentiellement violent.

Le manifeste du tueur de Christchurch est visiblement inspiré d'un manifeste similaire écrit par Anders Breivik, l'auteur d'une tuerie semblable à Oslo en juillet 2011. A l'époque, des services de sécurité européens craignaient que

d'autres emboitent le pas. Cela ne s'est pas produit. Du moins pas immédiatement. Mais sous la surface, Breivik est devenu une référence pour des individus, qui s'inspirent de ses idées, mais également de son action. A partir de 2015 – l'année des attentats à Paris et le début d'une nouvelle crise de réfugiés en Europe – des tentatives d'attentats avec une signature extrême droite se sont multipliées dans un nombre croissant de pays européens. Souvent, des lieux et des symboles islamiques en étaient les cibles. En 2016, cinq ans après le massacre de Breivik, la députée travailliste britannique Jo Cox est assassinée, une semaine avant le référendum sur le Brexit. Son meurtrier, proche des milieux d'extrême droite en Grande Bretagne, l'accuse de mettre en danger la race blanche et la nation britannique par ses prises de position en faveur de l'immigration et de l'Union européenne (28). La même année, un immigrant d'origine iranienne tue neuf personnes dans un centre commercial à Munich. Comme à l'habitude, les premières réactions évoquent des troubles mentaux. Mais dans l'enquête qui s'ensuit, des motivations idéologiques sont apparues. Se définissant lui-même comme «aryen», le manifeste qu'il a rédigé parle de sa haine pour des «sous-hommes étrangers» et en particulier pour des personnes avec des «racines turco-balkaniques» (29).

D'autres projets d'attentats ont été empêchés. Dans le seul mois de novembre 2018 des projets d'assassinat contre le président français Macron et le premier ministre espagnol Pedro Sánchez ont été devancés, ainsi qu'une série d'assassinats d'immigrés et personnalités par une cellule d'extrême droite au sein de l'armée allemande.

Une étude américaine a calculé que le terrorisme d'extrême droite a augmenté de 43 % en Europe entre 2016 et 2017 (30). Une autre enquête conclut qu'en 2017-2018 le nombre d'opérations antiterroristes contre l'extrême droite a triplé par rapport à la période 2015-2016 (31).

Pour l'heure cependant, il n'est pas évident de quantifier exactement le danger terroriste d'extrême droite. Absence de statistiques fiables (sauf en Allemagne) (32), définitions différentes selon les pays, ambiguïtés et incertitudes quant aux motivations des auteurs de violence sont quelques-unes des causes (33). Chercheurs et services de renseignement européens reconnaissent la difficulté de chiffrer avec certitude la montée de cette mouvance. Mais ils s'accordent sur la constatation que sous la surface l'extrémisme de droite se répand telles que des rhizomes, que sa capacité de mobilisation s'accroît et que les discours politiques polarisants ont abaissé le seuil pour une nouvelle génération d'extrémistes de droite.

Dans quelle mesure sommes-nous en présence d'un début d'une nouvelle vague extrémiste qui pourrait se manifester en actes terroristes? Employant le même modèle explicatif que pour identifier les causes du succès du djihadisme en général, et de Daech en particulier, on doit pouvoir identifier un terreau favorable à la mobilisation d'extrême droite, une offre crédible, un discours mobilisateur et des modules de mobilisation.

Le terreau est un malaise social dont les racines, d'ordres différents, plongent dans les années 1970-1980. Il s'agit d'une convergence des effets négatifs

tifs de la mondialisation, la migration, les transformations technologiques et politiques, la fin de la certitude qu'incarnait la guerre froide. Cette convergence de facteurs constitue un cocktail qui a non seulement généré incertitudes, sentiments d'être laissés pour compte et pessimisme quant à l'avenir, mais il a également jeté les bases d'une polarisation identitaire (34). Il a stimulé l'émergence de nouveaux partis d'extrême droite dans les années 70 et 80 (dont en France et en Belgique), lesquels se démarquaient par leurs campagnes virulentes autour du thème de la migration, présentée comme une menace identitaire pour les sociétés européennes. Dans son édition du 26 octobre 1985, le *Figaro Magazine* titrait: «Serons-nous encore français dans trente ans?», accompagné d'une photo d'une Marianne voilée.

A partir des années 2000 ce malaise social devient mondial. Avec seulement quelques exceptions comme la Chine et l'Inde, le sentiment majoritaire dans l'ensemble des pays est au pessimisme quant à l'avenir du monde et de son propre pays (35). L'immigration est devenue l'un des principaux soucis et craintes des citoyens, quel que soit les pays (de nouveau avec quelques exceptions).

A l'époque déjà, des mises en garde étaient lancées contre les risques d'une polarisation identitaire:

«Si non ou mal gérées, ces luttes au sujet de l'identité culturelle peuvent rapidement devenir l'une des plus grandes sources d'instabilité à l'intérieur des États et entre eux – et par là même déclencher un conflit qui fasse régresser le développement. Les revendications identitaires qui polarisent les individus et les groupes, créent des lignes de fracture entre le «'nous' et le 'eux'.» (36)

Cet avertissement fut prémonitoire. En effet, depuis une dizaine d'années, de nouveaux développements ont non seulement renforcé cette tendance à la polarisation, mais en même temps stimulé l'éclosion d'une nouvelle génération de groupes d'extrême droite activistes, proposant un discours accentuant des menaces identitaires et identifiant des boucs émissaires.

Aux Etats-Unis, le Département américain de la Sécurité Intérieure avait conclu en avril 2009 que la crise économique (crise des *subprimes*) et l'élection du premier président noir avaient créé des «moteurs exceptionnels» pour la radicalisation et le recrutement de l'extrême droite (37). Malgré cet avertissement, le phénomène fut largement négligé par les services de police et le FBI, qui se concentraient sur la menace djihadiste (38). Quand vint la présidence Trump, le phénomène s'accéléra davantage. Le climat politique polarisé à l'extrême et les discours du président Trump sont considérés par des analystes comme un facteur majeur dans cette régénération des extrémistes de l'ultra droite (39).

En Europe, c'est la crise des réfugiés de 2015 qui fut le «déclencheur» pour la formation de nouveaux groupes d'extrême droite et leurs activités violentes, selon le service de renseignement néerlandais (40). Musulmans, islam et multiculturalisme comme danger pour la civilisation européenne, blanche et chré-

tienne figuraient déjà dans le manifeste de Breivik en 2011 (41). Mais l'arrivée en nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile en 2015 a contribué à répandre davantage ces thèmes:

«*'Des centaines de millions de Noirs vont envahir l'Europe'* (Résistance républicaine), *'Invasion migratoire africaine, Macron accélère la fin de la France'* (Riposte laïque). De nombreux médias d'extrême droite et identitaires répètent la thèse du 'grand remplacement' de la civilisation européenne par les immigrés, développée par Renaud Camus. Ils se sont appuyés dernièrement sur un livre publié en février 2017 par le journaliste Stephen Smith, intitulé *La Ruée vers l'Europe.*» (42)

Ces auteurs ne sont plus des skinheads à crâne rasé ou de néo-nazis brandissant fièrement des croix gammées. La nouvelle génération d'extrémistes de droite se compose d'une kyrielle de groupes, groupuscules et individus avec des sensibilités spécifiques. Quelques grands courants peuvent être distingués: un courant néo-nazi, plus ancien et maintenant devenu minoritaire; un courant anti-Islam et anti-migration, qui trouve ses racines dans l'opposition grandissante à l'immigration depuis les années 70 et 80 et qui s'est fortement renforcé après les attentats du 11 septembre et la crise de l'asile de 2015 en Europe; un courant identitaire au sens strict du terme, qui trouve ses origines dans le Bloc Identitaire, créé en France en 2002 (et devenu Génération Identitaire par la suite). Il s'inspire des récits complotistes sur «l'Eurabie» (2005) et même au-delà, des écrits plus anciens datant du 19^{ème} siècle (43). C'est surtout ce dernier courant qui semble actuellement en vogue. Le tueur de Christchurch semble s'en être inspiré et en être proche (44).

Mais les frontières entre les différents courants sont floues, ils partagent certaines caractéristiques et voient leurs militants louvoyer entre organisations. Ils font preuve d'un fort activisme anti-migration et anti-Islam, véhiculent des théories du complot dont font partie les élites, les médias, l'Union européenne, les «multiculturalistes» et la gauche en général. Leurs actions visent souvent les minorités ethnoculturelles, mais également la communauté LGBT. A cause de leurs différences avec l'ancienne extrême droite le mouvement est souvent qualifié d'ultra-droite (ou *alt-right* aux Etats-Unis).

Ils se sentent légitimés par les discours politiques ambiants qui leur offrent une tribune pour s'exprimer et un espace pour œuvrer plus ouvertement que dans le passé. Migration, identités et absence de perspectives d'avenir forment en soi déjà un cocktail inflammable, mais, comme l'indiquait le journal britannique *The Economist*, «qui serait plus facile à gérer si des éminentes personnalités politiques arrêtaient de lui lancer des allumettes allumées» (45).

Dans ce climat, des exagérations se répandent facilement et, comme tout complotisme, sont difficiles à combattre. Un sondage d'Uniop en 2017 décrit combien la présence de musulmans est surestimée dans la quasi-totalité des pays enquêtés. Il est frappant de constater que la France et la Belgique se retrouvent dans le top-6 des pays où l'écart entre réalité et imaginaire est le plus

significatif (7,5 % en réalité contre 31 % imaginés pour la France, 7 % contre 23 % pour la Belgique) (46).

L'islamisation de l'Occident, l'invasion musulmane et la déperdition de la civilisation judéo-chrétienne par un nombre toujours croissant d'immigrés sont les thèmes préférés de l'ultra-droite. «Nous ne voulons pas devenir des minorités dans nos propres pays,» déclara dans une interview avec le *New York Times* un jeune militant identitaire allemand (47). Les élites européennes et l'Union européenne, accusées de complicité, forment également un thème récurrent dans les discours de l'ultra-droite, qui se déclare dès lors partisane d'un renforcement des nations au détriment de la construction européenne.

Ces thèmes constituent le cœur du discours de l'ultra-droite, dont les militants sont convaincus qu'il est mobilisateur vu le malaise social, les craintes identitaires et les inquiétudes bien réelles concernant immigration et Islam dans les sociétés européennes. Tout comme le discours djihadiste, celui de l'ultra-droite se nourrit de la polarisation dans la société, que ses militants estiment eux aussi favorable à leur mobilisation.

Finalement, tout comme le djihadisme, l'ultra-droite a aussi ses modules de mobilisation. A travers l'Europe (et les Etats-Unis) ces modules ne se ressemblent pas nécessairement et les profils de leurs membres peuvent être différents d'un pays à l'autre. Tous n'ont pas la même capacité de mobilisation, qui est influencée par les conditions locales spécifiques. Dans plusieurs pays européens cependant, de nouveaux membres se présentent en nombre croissant et des activités de l'ultra-droite se multiplient.

En Grande Bretagne, la présidente de la commission gouvernementale pour la lutte contre l'extrémisme parle d'une montée d'activistes d'extrême droite «organisés, professionnels et à la recherche active de nouveaux membres» (48). En Belgique, des autorités locales reçoivent un nombre croissant de signaux d'extrême droite, surtout dans des communes qui connaissent une forte polarisation sociale. Les mouvements estudiantins d'extrême droite, languissants et considérés vieux jeu il y a quelques années à peine, se recréent, se réactivent et arrivent à recruter à nouveau des membres (49). Aux Pays-Bas, tout en qualifiant la résurgence extrême droite actuellement de «limitée», les services de sécurité ont néanmoins constaté que la polarisation sociale des dernières années conforte la confiance en soi des nouveaux militants de l'ultra-droite, ce qui se traduit en actions radicales et intimidantes (50).

Le fonctionnement de ces modules de mobilisation de l'ultra-droite ressemble à maints égards à celui des modules djihadistes, mais n'est pas identique pour autant. Dans la plupart des cas l'idéologie ne constitue pas un moteur-clé dans la mobilisation de l'ultra-droite (51). Camaraderie, questions identitaires et un vague sentiment d'hostilité envers les étrangers sont des principales raisons de se rapprocher de tels groupes. Une fois rejoint le groupe, la socialisation tend à cimenter les convictions et la cohésion du groupe (52). Les membres baignent alors dans une subculture propre ce qu'un des protagonistes belges présente, non sans exagération, comme une véritable contreculture (53). Elle solidifie les liens entre membres du groupe. Ceux-ci se sentent

investis d'une mission qui dépasse leur propre personne et ont la conviction que leur moment est arrivé.

Par contre, l'ultra-droite s'est toujours plus mue dans des circuits virtuels confidentiels et complotistes que son homologue djihadiste, qui a longtemps privilégié des canaux grand public, en particulier Twitter et Facebook. Les régulateurs de l'internet font néanmoins preuve d'une plus grande tolérance par rapport aux publications de l'ultra-droite que des écrits djihadistes. Huit ans après le massacre de Breivik à Oslo, sa *Déclaration européenne d'Indépendance* est toujours librement disponible en ligne, malgré le fait qu'elle véhicule non seulement un appel à la violence, mais également des instructions opérationnelles pour passer à l'acte.

Ces dernières années, des groupes d'ultra-droite, en particulier ceux du courant «identitaire» ont multiplié des échanges internationaux entre eux. Certains services de renseignement évoquent même une «collaboration internationale structurelle» qui serait en train de se mettre en place entre les différents groupes nationaux d'ultra-droite, en particulier le courant identitaire (54).

Quels risques sécuritaires l'extrémisme ultra-droite représente-t-il actuellement? Toute l'ultra-droite n'est pas violente. La nouvelle génération d'activistes dit habituellement être opposée à l'emploi de moyens violents. Dans la plupart des pays européens, le temps des skinheads néo-nazis intrinsèquement violents est en effet révolu (55). L'ultra-droite estime que son combat est avant tout «culturel» et que la propagation de ses idées est la priorité. Des actions violentes aliéneraient le public. Dans ce sens et en ce moment, les organisations freinent sans doute les ardeurs de certains de leurs membres et empêchent que leurs modules de mobilisation se transforment en dispositifs de préparation d'attentats. Mais certains groupes entretiennent néanmoins des rapports ambigus avec ceux qui décident de passer à l'acte au nom de leurs idées partagées (56).

Plus important, le nombre croissant de projets d'attentats de ces dernières années indique malgré tout la volonté accrue d'au moins certains individus ou modules de passer à l'acte, avec la conviction que leur exemple servira d'incitant pour que d'autres emboitent le pas (57). Le nombre croissant de groupes d'ultra-droite permet également à des individus d'aller de groupe en groupe à la recherche de celui qui correspond le mieux à leurs velléités violentes. Ils partagent avec leurs homologues djihadistes cette même arrogance de s'autoproclamer avant-garde et de se voir en véritable acteur de l'histoire. Anders Breivik s'imaginait en «Commandeur d'un nouvel ordre templier» (avec la croix des Templiers en couverture de son manifeste). Admirer ses héros et vouloir en être un soi-même est une caractéristique partagée par les djihadistes et l'ultra-droite. Les manifestes et les fatwas offrent à ceux qui souhaitent passer à l'acte une justification idéologique à l'emporte-pièce.

En conclusion, à la veille de la double attaque terroriste à Christchurch les services de sécurité européens estiment généralement que l'ultra-droite n'a pas de projets d'attaques terroristes à grande échelle. Le terrorisme d'extrême droite est considéré comme étant principalement l'action d'individus plutôt que de

groupe. Mais dans certains pays européens, comme la France, des actions violentes par des groupes organisés semblent néanmoins plus fréquentes.

Est-ce que l'extrémisme ultra-droite s'installe de façon durable dans les pays européens et représente une menace semblable à la menace djihadiste? Aux Etats-Unis, la menace sécuritaire d'ultra-droite est généralement considérée supérieure à la menace djihadiste, bien que cette dernière domine l'action anti-terroriste (58). Ceci n'est pas encore le cas en Europe. Mais les attaques à Christchurch ont conduit à une réévaluation de la menace émanant de l'ultra-droite.

Les groupes d'extrême droite montrent en effet un intérêt croissant pour le maniement des armes et des camps d'entraînement (comme jadis les modules djihadistes). Tout comme les collègues néerlandais, la Sûreté de l'Etat belge évoque une réelle fascination pour les armes à feu dans ces milieux. Elle note dans un rapport récent:

«...une tendance à l'armement semble se dessiner au sein de l'extrême droite. Les responsables des groupements d'extrême droite incitent leurs militants à suivre des leçons de tir et à se procurer des armes, de manière légale ou non. L'objectif recherché: une confrontation sociétale jugée inévitable entre l'islam et le reste de l'Europe chrétienne à laquelle il faut 'se préparer', selon eux.» (59)

Le langage de l'ultra-droite sur la toile devient de «plus en plus agressif et incendiaire» ces dernières années (60). Ceci n'est pas sans rappeler l'évolution similaire de Fouad Belkacem, leader de Sharia4Belgium. Dans son jugement en février 2012, le tribunal d'Anvers avait décrit combien le discours de Belkacem était devenu «de plus en plus provocateur et violent» depuis la création de l'organisation début 2010.

Le moment de basculement vers une violence politique plus systématique pourrait bien se présenter quand les groupes d'ultra-droite concluront que la voie électorale et le débat public s'avèrent finalement inefficace et que leurs efforts de mobilisation restent en-deçà de leurs espérances. Si le «Grand Remplacement» ne peut pas être empêché de cette manière, la tentation deviendra grande pour privilégier «la propagande par l'acte». C'est en effet l'argument avancé par l'assassin de Christchurch, qui à plusieurs reprises dans son manifeste déclare: «Il n'y a pas de solution démocratique» (61).

Conclusion

On ne peut pas «vaincre» «le» terrorisme. Il y a toujours eu et il y aura toujours des personnes qui estiment que la violence est le véritable moteur de l'histoire et que la fin justifie tous les moyens, y compris la violence et le terrorisme.

Par contre, des vagues terroristes ne sont pas présentes en permanence. Elles émergent quand un terreau propice les rend possible. Des phases ascen-

dantes sont alors suivies de phases de déclin en fonction des opportunités et des capacités de mobilisation. Mais tant que le terreau existe, il y a risque de résurgence.

Le terreau de la mobilisation ultra-droite est différent de celui qui nourrit le djihadisme. Dans les deux cas, on est en présence d'un réel malaise social, d'une polarisation et de réelles craintes identitaires, mais également d'un complotisme endurent. Les deux extrémismes se présentent comme avant-garde de 'leur' communauté en péril. Exclusions, non-appartenance et absence de perspectives nourrissent le terreau pour la mobilisation djihadiste. Crainte de l'immigration et sentiment de trahison par les élites dans un monde en transformation rapide nourrissent celui de la mobilisation d'ultra-droite.

Ces terreaux parallèles existent bel et bien. Ils sont exploités par des groupes extrémistes et activistes dont l'offre et le message résonnent justement parce qu'ils répondent à une réalité sociale. Une vague terroriste peut persister pendant un certain temps grâce à une dynamique auto-entretenu. Mais pour perdurer elle a besoin d'assises.

Neutraliser de tels terreaux ne dépend pas du seul travail des services de sécurité. Ceux-ci ont une tâche difficile et ingrate comme bouclier et dernier rempart contre la violence terroriste. Mais ils sont souvent les premiers à souligner que s'attaquer au terreau du terrorisme est un enjeu de société et donc de la responsabilité de tout citoyen.

Remerciements

Je tiens à remercier mon collègue à Egmont Thomas Renard pour ses remarques critiques, ainsi que les personnes et services qui ont bien voulu partager leur expertise au sujet du djihadisme et l'extrême droite.

Notes

- 1 Conseil de Sécurité de l'ONU, UNSC S/2019/103, le 1 février 2019; *Operation Inherent Resolve and other overseas contingency operations, 1 October 2018-31 December 2018*. Lead IG report to the U.S. Congress, 4 février 2019 (https://media.defense.gov/2019/Feb/05/2002086500/-1/-1/1/FY2019_LIG_OIRREPORT.PDF).
- 2 Cité dans *New York Times*, 27 janvier 2002.
- 3 David Miliband dans: *The Guardian*, 15 janvier 2009.
- 4 Martha Crenshaw, The causes of terrorism. *Comparative Politics*, 13, 1981, pp. 379-399.
- 5 Voir à ce sujet p.e. Ali Soufan, *Anatomy of terror. From the death of bin Laden to the rise of the Islamic State*. New York/Londres, W.W. Norton, 2017.
- 6 Gilles Kepel, *Terreur dans l'Hexagone. Genèse du djihad français*. Paris, Gallimard, 2015.
- 7 Sur le concept de radicalisation, voir: Rik Coolsaet, Radicalization – The origins and limits of a contested concept. Dans: Nadia Fadil, Martijn de Koning, Francesco Ragazzi, *Radicalization in Belgium and the Netherlands: Narratives of Violence and Security*. Londres, I.B.Tauris, 2019, pp. 29-51.
- 8 Marc Trévidic dans *Le Télégramme*, 27 juin 2015 (<https://www.letelegramme.fr/bretagne/le-juge-trevidic-la-religion-n-est-pas-le-moteur-du-jihad-27-06-2015-10682946.php#mvbWykvbeYXAS0uW.99>).
- 9 *Changes in modus operandi of Islamic State terrorist attacks. Review held by experts from Member States and Europol on 29 November and 1 December 2015*. La Haye, Europol, 18 janvier 2016 <https://www.europol.europa.eu/publications-documents/changes-in-modus-operandi-of-islamic-state-terrorist-attacks>).

- 10 Jugement de l'audience publique extraordinaire de la 70ème chambre du tribunal correctionnel francophone, Bruxelles, le 5 juillet 2016.
- 11 Elise Vincent, Dans le Loiret, le djihad pour tuer l'ennui. *Le Monde*, 17 mars 2016.
- 12 Alexander Van Leuven, Radicaliseringsbeleid als de blijvende en actieve strijd om het vertrouwen. *Cahiers Politiestudies*, 2017, 42:1, pp. 91-108.
- 13 https://www.francetvinfo.fr/faits-divers/terrorisme/le-message-de-paix-de-latifa-ibn-ziaten_826641.html
- 14 *Molenbeek and violent radicalisation: a 'social mapping'*. Bruxelles, European Institute of Peace, juin 2017, p. 49 (<https://view.publitas.com/eip/eip-molenbeek-report-16-06/page/1>).
- 15 *Daily Mail*, 21 novembre 2013 (<https://www.dailymail.co.uk/news/article-2511513/British-Muslims-wage-star-jihad-Al-Qaeda-war-torn-Syria.html>).
- 16 Thomas Hegghammer, Syria's foreign fighters. *Foreign Policy*, 9 décembre 2013 (<https://foreignpolicy.com/2013/12/09/syrias-foreign-fighters/>).
- 17 Daniel Byman, Explaining Al Qaeda's decline. *The Journal of Politics*, juillet 2017, 79:3, p. 1114.
- 18 Marc Sageman, *Leaderless Jihad. Terror networks in the twenty-first century*. Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2008.
- 19 Alex Schmid, *Radicalisation, de-radicalisation, counter-radicalisation: A conceptual discussion and literature review*. La Haye, ICCT, 2013, p. 18.
- 20 *Het Laatste Nieuws*, 15 janvier 2019.
- 21 Cité dans *De Standaard*, 25 mars 2017.
- 22 Cité dans Rik Coolsaet, *Anticipating the post-Daesh landscape*. Bruxelles, Egmont Paper 97, octobre 2017, p. 38.
- 23 *Ibid.*, pp. 28-32.
- 24 *SudInfo*, 15 janvier 2019 (<https://www.sudinfo.be/id96123/article/2019-01-15/trois-retournees-sur-quatre-ne-sont-plus-dangereux-selon-locam>).
- 25 Procureur fédéral belge Frédérique Van Leeuw dans *De Standaard*, 6 avril 2019.
- 26 *Le Monde*, 27 mai 2019.
- 27 Lucie Soullier, Attentat terroriste en Nouvelle-Zélande: ce que contient le «manifeste» rédigé par le suspect. *Le Monde*, 15 mars 2019.
- 28 Ian Coban e.a., The slow-burning hatred that led Thomas Mair to murder Jo Cox. *The Guardian*, 23 novembre 2016.
- 29 J.M. Berger, The dangerous spread of extremist manifestos. *The Atlantic*, 26 February 2019.
- 30 Seth G. Jones, The Rise of Far-Right Extremism in the United States. *CSIS Briefs*, 7 novembre 2018.
- 31 Chris Hawkins, Counter-terrorism operations against right wing extremism in Western Europe increase 191% in 24 months. *IHS Markit*, 7 décembre 2018 (<https://ihsmarkit.com/research-analysis/counterterrorism-operations-against-right-wing-extremism.html>).
- 32 Pour des statistiques sur l'ampleur de l'ultra-droite en Allemagne, voir: <https://www.verfassungsschutz.de/de/arbeitsfelder/af-rechtsextremismus/zahlen-und-fakten-rechtsextremismus/rechtsextremistisches-personenpotenzial-2017>. Le service de renseignement allemand reçoit en plus des informations spécifiques de la justice allemande concernant le nombre des délits qualifiés d'extrême droite.
- 33 Jacob A. Ravndal, Right-wing terrorism and violence in Western Europe: Introducing the RTV dataset. *Perspectives on terrorism*, juin 2016, 10:3, pp. 2-15.
- 34 Rik Coolsaet, *De geschiedenis van de wereld van morgen* [L'histoire du monde de demain]. Leuven, Van Halewyck, 2008, pp. 51-114.
- 35 *What the world thinks in 2002*. Washington, Pew Global Attitudes, 4 décembre 2002; *The IPSOS Mori Almanac 2017*. Londres, 2017, p. 170.
- 36 *Rapport mondial sur le développement humain 2004. La liberté culturelle dans un monde diversifié*. New York/Paris, PNUD, 2004, pp. 1-2.

- 37 *Rightwing extremism*. DHS, Office of Intelligence and Analysis Assessment, 7 avril 2009 (<https://fas.org/irp/eprint/rightwing.pdf>).
- 38 Janet Reitman, U.S. Law Enforcement Failed to See the Threat of White Nationalism. Now They Don't Know How to Stop It. *New York Magazine*, 3 novembre 2018.
- 39 J.M. Berger, Trump Is the Glue That Binds the Far Right. *The Atlantic*, 29 octobre 2018; Seth J. Jones, *The Rise of Far-Right Extremism in the United States*. CSIS Briefs, novembre 2018, p. 4.
- 40 *Fluctuating waves of right-wing extremist violence in Western Europe*. La Haye, NCTV, 7 décembre 2018, p. 33.
- 41 Abel Mestre et Caroline Monnot, Attentats en Norvège: 1 518 pages d'un 'testament' délirant. *Le Monde*, 26 juillet 2011.
- 42 Non, l'Afrique subsaharienne ne va pas 'envahir' l'Europe. *Le Monde*, 12 septembre 2018.
- 43 Jean Birnbaum, Bat Ye'or, l'égérie des nouveaux croisés. *Le Monde*, 15 février 2018; *Fluctuating waves of right-wing extremist violence in Western Europe*, op.cit., pp. 17-20; Sasha Polakow-Suransky, Sarah Wildman, The inspiration for terrorism in New Zealand came from France. *The Atlantic*, 16 mars 2019; Valérie Igounet, Attentat de Christchurch: «Le concept de "grand remplacement" tend à se banaliser dans une partie de l'opinion publique». *Le Monde*, 18 mars 2019.
- 44 Rick Noack, Souad Mekhennet, James McAuley, 'Where the grievances lie': New Zealand attack probes explore links with Europe's anti-Muslim anger. *Washington Post*, 6 avril 2019.
- 45 The new face of terror, much like the old. *The Economist*, 23 mars 2019.
- 46 *Perils of perception. A 40-country study*. Paris, IPSOS, 2016.
- 47 Katrin Bennhold, Germany's Far Right Rebrands: Friendlier Face, Same Doctrine. *New York Times*, 27 décembre 2018.
- 48 Citée dans *The Guardian*, 29 mars 2019.
- 49 *De Standaard*, 22 et 29 décembre 2018.
- 50 *Right-wing extremism in the Netherlands, a phenomenon in flux*. La Haye, AIVD, 2018, pp. 16 et 19; *Terrorist Threat Assessment for the Netherlands 49*. La Haye, février 2019, p. 12.
- 51 *Fluctuating waves of right-wing extremist violence*, op.cit., p. 17.
- 52 Breken met een neonazistisch verleden: 'Wie opstapt is een verrader'. *Knack*, 30 octobre 2018
- 53 *De Standaard*, 29 maart 2018.
- 54 *Fluctuating waves of right-wing extremist violence in Western Europe*, op.cit., p. 22.
- 55 Jacob Aasland Ravndal, Right-wing terrorism and violence may actually have declined. *Washington Post*, 2 avril 2019.
- 56 Ibid., p. 18.
- 57 Scott Stewart, What white supremacy and jihadism have in common. *Stratfor*, 26 mars 2019.
- 58 *Right Wing Terrorism and 'The Enemy Within'*. Cipher Brief, Soufan Center, 26 février 2019; *Murder and extremism in the United States in 2018*. ADL Center on Extremism, janvier 2019 (<https://www.adl.org/media/12480/download>).
- 59 *Rapport d'activités 2017-2018*. Bruxelles, Sûreté de l'Etat, 2018, p. 28.
- 60 *Right-wing extremism in the Netherlands, a phenomenon in flux*, op.cit, p. 16.
- 61 Peter Neumann, Christchurch and the rise of the far right. *Washington Post*, 19 mars 2019.